

## DÉPENSES SOCIALES

Les dépenses sociales exprimées en pourcentage du PIB sont un indicateur de la mesure dans laquelle les pouvoirs publics assument la responsabilité du soutien du niveau de vie des groupes défavorisés ou vulnérables.

### Définition

Les dépenses sociales comprennent les prestations en espèces, les biens et services fournis directement (prestations " en nature "), et les allègements fiscaux accordés à des fins sociales. Les prestations peuvent être ciblées sur les ménages à faible revenu, les personnes âgées, les handicapés, les personnes malades, les chômeurs ou les jeunes. Pour être considérés comme " sociaux ", les programmes doivent se caractériser soit par une redistribution des ressources entre les ménages, soit par une participation obligatoire. Les prestations sociales sont considérées comme publiques lorsque les administrations publiques (c'est-à-dire l'administration centrale, les administrations d'États fédérés et les administrations locales, ainsi que les administrations de sécurité sociale) contrôlent les flux financiers correspondants. Toutes les pres-

### En bref

Les dépenses sociales publiques brutes sont passées d'environ 16 % en 1980 à 18 % en 1990 et 22 % du PIB en 2009 dans les pays de l'OCDE. Les pays où elles atteignent le niveau le plus élevé, soit plus de 30 % du PIB, sont la France et le Danemark, et ceux où elles sont au niveau le plus bas, soit moins de 10 % du PIB, la Corée et le Mexique. Indépendamment des différences liées aux mesures, il apparaît que les pays non membres de l'OCDE, en particulier l'Indonésie et l'Inde, ont des niveaux de protection sociale inférieurs à ceux des pays de l'OCDE. Les trois principales catégories de transferts sociaux sont les pensions de retraite et de réversion (8 % du PIB en moyenne), les dépenses de santé (7 %) et les transferts de revenus à la population en âge de travailler (5 %). Les dépenses publiques au titre des autres services sociaux ne dépassent 5 % du PIB que dans les pays nordiques, où la contribution des pouvoirs publics à la fourniture des services destinés aux personnes âgées, aux handicapés et aux familles est la plus importante.

En 2009, c'est aux États-Unis que les dépenses sociales privées brutes étaient les plus élevées (un peu plus de 10 % du PIB) et en Espagne, en Estonie, en Hongrie, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, en Pologne, en République tchèque et en Turquie qu'elles étaient les plus faibles (moins de 1 % du PIB).

Le passage des dépenses publiques brutes aux dépenses sociales totales nettes ne se traduit pas seulement par une plus grande convergence entre les pays, il entraîne en outre des changements dans le classement. L'Estonie, le Danemark, la Finlande, le Luxembourg et la Pologne reculent de 5 à 10 places tandis que le Canada, l'Islande, le Japon, les Pays-Bas et le Royaume-Uni gagnent 5 à 10 places. Parce que les dépenses sociales privées sont tellement plus élevées aux États-Unis que dans tous les autres pays, le fait de les prendre en compte fait passer ce pays de la 22<sup>e</sup> à la 2<sup>e</sup> place lorsque l'on compare les dépenses sociales totales nettes.

tations sociales non fournies par les administrations publiques sont considérées comme " privées ". Les transferts privés entre ménages ne sont pas considérés comme " sociaux " et ne sont pas pris en compte ici. Les dépenses sociales nettes totales englobent les dépenses publiques et les dépenses privées. Elles prennent également en considération les effets de la fiscalité directe et indirecte et des allègements fiscaux à visées sociales.

### Comparabilité

Les dépenses sociales publiques brutes (avant impôt) rapportées au PIB constituent l'indicateur d'aide sociale le plus couramment utilisé à des fins de comparaisons internationales. Il soulève des problèmes de mesure, notamment en ce qui concerne les dépenses des niveaux d'administration inférieurs, qui sont parfois sous-estimées dans certains pays.

Les données concernant les prestations sociales similaires fournies par des organisations caritatives privées sont souvent de moindre qualité que celles concernant les dépenses publiques. Les données de sources privées concernant Israël font uniquement référence à l'assurance maladie privée.

On ne dispose pas actuellement de données sur les dépenses nettes pour la Grèce, la Hongrie et la Suisse. Les données nettes concernant la France, l'Islande, le Luxembourg et le Mexique sont des estimations établies à l'aide de données relatives aux taux des impôts directs appliqués aux revenus sous forme de prestations pour 2007. En l'absence d'informations sur l'imposition directe des revenus sous forme de prestations en Slovaquie, les dépenses sociales nettes totales de ce pays sont surestimées et ne sont donc pas prises en compte dans le calcul de la moyenne de l'OCDE.

Les données concernant les pays non membres de l'OCDE ne sont pas strictement comparables avec celles relatives aux pays de l'OCDE.

### Sources

- OCDE (2012), *Statistiques de l'OCDE sur les dépenses sociales* (Base de données).
- OCDE (2011), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011, Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Adema, W., P. Fron et M. Ladaïque (2011), "Is the European Welfare State Really More Expensive?: Indicators on Social Spending, 1980-2012; and a Manual to the OECD Social Expenditure Database (SOCX)", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 124, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Assurer le bien-être des familles*, Éditions OCDE.

#### Sites Internet

- Base de données sur les dépenses sociales (SOCX), [www.oecd.org/els/social/dépenses](http://www.oecd.org/els/social/dépenses).
- La base de données de l'OCDE sur la famille, [www.oecd.org/social/famille/basededonnées](http://www.oecd.org/social/famille/basededonnées).
- La santé mentale et l'emploi (matériel supplémentaire), [www.oecd.org/els/invalidite](http://www.oecd.org/els/invalidite).
- Politiques et données sociales, [www.oecd.org/els/social/statistiques](http://www.oecd.org/els/social/statistiques).



Dépenses sociales publiques et privées

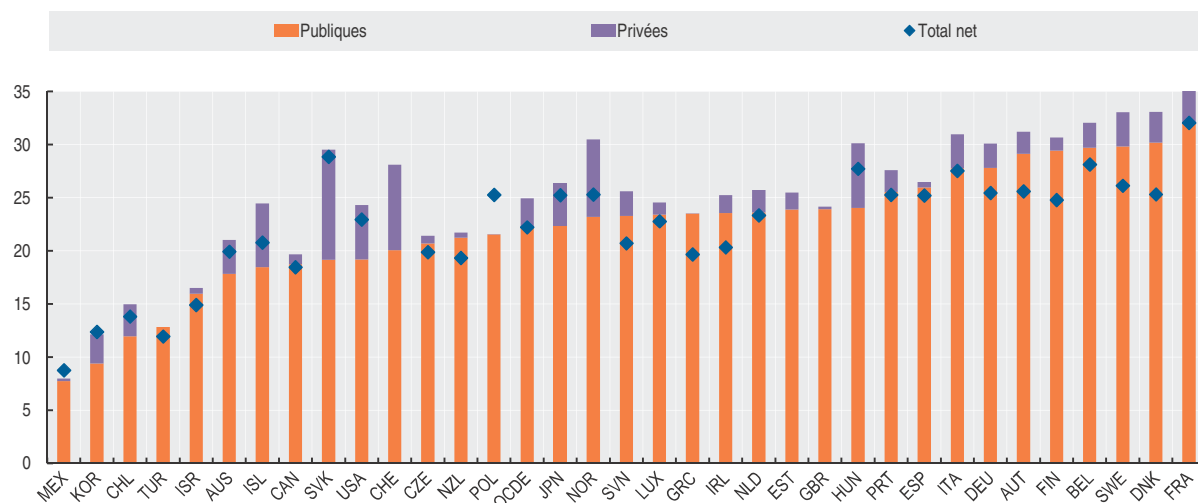
En pourcentage du PIB

	Dépenses publiques								Dépenses privées				Dépenses sociales totales nettes
	1990	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011	1990	2000	2007	2009	2009
Allemagne	21.7	26.6	26.1	25.1	25.2	27.8	27.1	26.2	3.0	3.0	2.9	3.2	27.5
Australie	13.2	17.3	16.5	16.4	17.8	17.8	17.9	18.1	0.8	4.4	3.8	3.1	19.9
Autriche	23.8	26.6	26.8	26.3	26.8	29.1	28.8	27.9	2.2	1.9	1.9	2.1	25.6
Belgique	24.9	25.3	26.0	26.0	27.3	29.7	29.5	29.6	1.6	1.7	2.2	2.3	28.1
Canada	18.1	16.5	16.9	16.8	17.6	19.2	18.6	18.3	3.3	5.0	5.3	5.1	22.9
Chili	..	12.8	9.3	9.4	10.4	12.0	12.4	12.1	0.6	1.2	2.7	3.0	13.8
Corée	2.8	4.8	7.4	7.6	8.3	9.4	9.2	9.2	0.4	2.9	2.7	2.7	12.4
Danemark	25.1	26.4	27.1	26.5	26.8	30.2	30.1	30.0	2.1	2.4	2.6	2.9	25.3
Espagne	19.9	20.2	21.1	21.3	22.9	26.0	26.5	26.0	0.2	0.3	0.5	0.5	25.2
Estonie	..	13.9	13.8	13.5	16.7	23.5	23.4	21.9	..	..	0.0	0.0	19.7
États-Unis	13.6	14.5	16.1	16.3	17.0	19.2	20.0	19.8	7.6	9.1	10.6	10.6	28.9
Finlande	24.1	24.2	25.8	24.7	25.3	29.4	29.4	28.6	1.1	1.2	1.1	1.2	24.8
France	25.1	28.6	29.8	29.7	29.8	32.1	32.2	32.1	1.9	2.6	2.9	3.1	32.1
Grèce	16.6	19.3	21.3	21.6	22.2	23.9	23.3	23.5	2.1	2.1	1.5	1.8	..
Hongrie	..	20.7	22.8	23.0	23.1	23.9	22.6	21.8	..	0.0	0.2	0.2	..
Irlande	17.3	13.4	16.1	16.7	19.7	23.6	23.7	23.4	1.4	1.3	1.5	2.2	23.3
Islande	13.7	15.2	15.9	15.3	15.8	18.5	18.0	17.8	3.0	4.2	5.1	6.0	20.8
Israël	..	17.2	15.8	15.5	15.5	16.0	16.5	16.3	..	0.3	0.5	0.6	14.9
Italie	19.9	23.1	25.0	24.7	25.8	27.8	27.8	27.6	3.9	2.2	2.2	2.3	25.5
Japon	11.1	16.3	18.4	18.7	19.9	22.4	..	..	0.3	3.9	3.6	4.0	25.3
Luxembourg	19.1	20.9	21.8	20.3	20.8	23.6	23.0	22.5	..	0.1	1.0	1.7	20.3
Mexique	3.3	5.3	7.0	7.1	7.5	7.7	7.8	8.1	0.1	0.1	0.2	0.3	8.8
Norvège	22.3	21.3	20.3	20.5	19.8	23.3	23.0	22.6	1.9	2.0	2.0	2.3	20.7
Nouvelle-Zélande	21.5	19.0	18.9	18.6	19.8	21.2	21.5	21.8	0.2	0.5	0.4	0.5	19.3
Pays-Bas	25.6	19.8	21.7	21.1	20.9	23.2	23.5	23.7	6.1	7.3	6.9	6.7	25.3
Pologne	14.9	20.5	20.8	19.7	20.3	21.5	21.8	20.7	..	..	0.0	0.0	18.3
Portugal	12.5	18.9	23.0	22.7	23.1	25.6	25.6	25.2	0.9	1.5	1.9	1.9	25.3
République slovaque	..	17.9	16.0	15.7	15.7	18.7	19.0	18.0	..	0.8	1.0	0.9	18.5
République tchèque	15.3	19.1	18.3	18.1	18.1	20.7	20.8	20.9	..	0.3	0.4	0.7	19.9
Royaume-Uni	16.7	18.6	20.3	20.4	21.8	24.1	23.7	23.9	5.1	7.7	5.4	6.3	27.7
Slovénie	..	22.8	21.6	20.2	20.5	23.4	24.3	24.9	..	0.0	1.1	1.2	22.8
Suède	30.2	28.4	28.4	27.3	27.5	29.8	28.3	27.6	1.2	2.6	2.9	3.2	26.1
Suisse	13.5	17.8	19.2	18.5	18.4	20.1	20.0	20.2	5.3	8.3	8.3	8.0	..
Turquie	5.7	9.8	10.0	10.5	10.7	12.8	..	..	..	..	..	..	11.9
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	17.7	18.9	19.6	19.3	20.0	22.3	22.2	21.9	1.8	2.4	2.5	2.7	21.9
Afrique du Sud	..	..	..	8.1	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	16.3	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	6.5	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	15.5	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	4.6	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	2.9	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715932>

Dépenses sociales publiques et privées et total net

En pourcentage du PIB, 2009



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715951>



Extrait de :  
**OECD Factbook 2013**  
Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/factbook-2013-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2013), « Dépenses sociales », dans *OECD Factbook 2013 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2013-88-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).